

Intérêts composés & croissance économique cancéreuse

Ce qui se passe quand l'argent ne sait pas vieillir

Christian Kreiß

Notre système financier recèle divers courants de paiements, qui ont lieu en quelque sorte de manière souterraine et inconsciente dans notre vie économique quotidienne. L'article suivant montre une partie de ces courants de paiements qui — que nous le sachions ou pas, que nous le voulions ou pas — sont déclenchés par tout processus d'achat et finissent toujours à longue échéance dans des crises financières.

Le prix de quelque produit que l'on achète renferme des quotes-parts de capital et de travail. On peut clarifier cela à l'exemple de l'achat d'un pain : pour faire magiquement sortir du sol le blé doré dans son champ, le fermier a besoin d'un terrain, de capital et de sa force de travail. S'il loue une terre, il a besoin d'une amodiation et doit donc payer une redevance à son propriétaire. S'il a acheté du foncier au moyen d'un crédit, il doit payer des intérêts à sa banque, quand bien même ceux-ci soient momentanément vraiment bas. Si le terrain lui appartient, il doit y ajouter ce qu'on appelle des « frais de capitalisation propre » — ce qui est vraiment incompréhensible au début pour des non-économistes — car il pourrait louer la terre ou la vendre. Donc, c'est égal à qui la terre appartient : des coûts s'amoncellent pour cela qui affluent dans le prix du produit. Pour son capital d'exploitation, donc les machines employées ou les semences, l'agriculteur doit soit payer des intérêts, soit — si elles sont financées par son capital propre — y adjoindre des frais de capitalisation pour cela aussi. Ces coûts sont aussi répartis sur la céréale récoltée. Ainsi sur toute céréale récoltée pèse une certaine somme de frais de capital pour le fermage, les intérêts ou le capital propre.

Le blé arrive au moulin et il s'y applique la même chose : le moulin se trouve sur un bien-fonds et donc des coûts lui échoient et lui-même représente un bien de capital auquel échoient aussi des coûts. Chez le boulanger la même chose se produit de nouveau : la boulangerie aussi se trouve sur un bien-fonds, laquelle nécessite donc du capital sous forme de four, d'aménagement intérieur, d'outils et ainsi de suite, auquel échoient fermage et charges de capital. Dans le montant du prix du pain l'indemnisation du capital représente donc une part déterminée. Pour chaque miche de pain, pour chaque petit pain que nous achetons, nous payons — que nous le voulions ou pas, que nous le sachions ou pas — un montant d'argent déterminé aux propriétaires du sol et du capital, et certes fréquemment sans que ces gens aient pris part au processus du travail. Ces revenus, les économistes les appellent des « rentes », ce sont des rentrées d'argent, vis-à-vis desquelles il n'y a pas de prestation de travail, des revenus que l'on reçoit simplement du fait qu'on possède du bien. — Cela étant, deux questions se posent : premièrement, à combien s'élèvent ces courants d'argent ? Et secondement : À qui affluent-ils ? Selon la méthodologie du Conseil des experts de l'économie allemande (les « cinq Sages ») le montant de ces flux de revenus sans travail ou de rentes aux rentiers — sous forme de locations, fermages, dividendes, prélèvements sur les gains et intérêts — s'élève à quelques 546 milliards d'Euro par an pour la période 2014-2016.¹ C'est vraiment beaucoup d'argent. Pour comparaison : le ministre fédéral allemand des finances, Olaf Scholz, dispose chaque année d'à peu près 340 milliards d'Euro et donc un bon 200 milliards de moins. Rapportée aux dépenses de consommation des ménages privés de quelques 1 680 Milliards en 2016², la quote-part ainsi cédée aux rentiers représente environ un tiers que nous payons avec chaque achat de produit ou de prestation de service, soit environ un tiers du prix d'achat. Chacun de nous paye donc quotidiennement des intérêts, des dividendes et des fermages aux ayants-droits de ces revenus sans production, quand bien même nous n'ayons pris aucun crédit en banque et que nous habitons dans nos propres quatre murs.

À qui donc afflue ce gigantesque courant d'argent de 540 milliards d'Euro par an ? La majeure partie, pour préciser, quelques 80%, affluent aux 20% des citoyens fédéraux qui sont dans l'aisance et possèdent 80% des fortunes allemandes nettes (à savoir toutes les fortunes déduction faite de toutes les dettes), alors que 50% en-dessous, ensemble, n'ont autant dire pas de fortune nette.³ Ce sont les

¹ Évaluation propre (1— quote du revenu du travail*revenu national. Voir Office fédérale des statistiques *Statistisches Jahrbuch 2017*, pp.328 et suiv. et le Conseil des experts pour le rapport d'expertise de l'ensemble de l'évolution économique : *Maîtriser la crise financière— Renforcer les forces de croissance Jahresgutachtung 2008/09*, p.459.

² Voir *Statistisches Jahrbuch 2017*, p.325.

³ Voir la *Deutsche Bundes Bank* : rapport mensuel, mars 2016, p.67.

chiffres officiels utilisés par le gouvernement fédéral allemand. La ministre sociale de l'époque, Ursula von der Leyen, affirmait en 2013 que la moitié la moins riche des citoyens fédéraux possèdent ensemble **un pour cent** de la fortune fédérale globale. Dans la vie quotidienne donc une redistribution a lieu au moyen des courants de paiements sans production qui affluent à comparativement bien moins de gens — une redistribution donc « des actifs vers les riches ».

La taxation inversée des riches

Nous avons donc en Allemagne (exactement comme en pratique dans tous les autres pays du monde) une taxation parfaite, silencieuse et extrêmement efficace, au profit des riches ; tous payent constamment aux riches. Chaque fois que nous achetons un *cappuccino* ou quelque chose d'autre pour un Euro, 10 centimes affluent automatiquement aux 1 % des plus riches et 20 centimes tout juste au tiers plus aisé de la population. Que nous le voulions ou non, que nous le sachions ou non, cela ne joue aucun rôle là-dedans.

Le phénomène du revenu sans production, Rudolf Steiner l'avait déjà décrit en 1918 : « Il y a aujourd'hui quelque chose d'extrêmement antinaturel dans l'ordre social, qui consiste dans le fait que l'argent se multiplie, lorsque simplement on en dispose. On le dépose en banque et on perçoit des intérêts. C'est le plus antinaturel qui puisse exister. C'est véritablement un non-sens. »⁴

À un autre endroit, il montre la composante antisociale du revenu sans production : « Il [le rentier] se sent à l'aise lorsqu'il découpe ses *coupons* [...] tandis qu'il coupe commodément en deux l'amour du prochain et la fraternité. »⁵ (Avant la guerre, des emprunts d'états étaient ainsi constitués qu'à la fin du papier, il y avait imprimé ce qu'on appelait le *coupon* des intérêts — dérivé du français « couper » — que l'on coupait avec des ciseaux et que l'on devait porter à la banque pour encaisser les paiements d'intérêts.)

Un exemple

Prenons cinq familles qui vivent dans cinq maisons. Les familles 3, 4 et 5 ne sont pas propriétaires de leur maison, mais les habitent en location. Les maisons se trouvent en possession des familles 1 et 2, à l'occasion de quoi la famille 1 possède quatre maison et la famille 2 une seule, celle qu'elle habite elle-même. Cette répartition de propriété en maisons redonne la structure effective des propriétaires en Allemagne : chez nous, 52 à 62% (selon les dénombrements) des gens habitent en location, la quote-part des foyers individuels à soi est en correspondance de 38-44%.⁶

Dans le tableau ci-contre, on a fortement simplifié en admettant que les 5 familles ont chacune réalisé un revenu du travail de 1000 unités par an. Le loyer se monte à 30% du revenu. Du fait que les familles 3 à 5 vivent dans des habitations qui appartiennent à la famille 1, les paiements du loyer de ces familles affluent à la famille 1. Les familles 3 à 5 n'ont de ce fait qu'un revenu net de 700 ; la famille 1, par contre, un revenu net de 1 900. Si l'on part du fait que les ménages plus aisés ont une épargne supérieure — ce pourquoi il y a de nombreuses preuves empiriques — il se révèle donc que la famille 1 sur la base de ses paiements de loyer peut épargner 600 unités. La famille 2, qui ne loue pas ni n'a de loyer à payer, pourrait en conséquence épargner 200 unités par an. Les familles 3 à 5 par contre, nettement moins, peut-être entre 10 et 70 unités par ans, quoiqu'elles consomment déjà essentiellement moins que les familles au-dessus. Par ces deux courants de paiements, la fortune de la famille 1 restera d'elle-même pratiquement supérieure, l'inégalité de répartition augmentant toujours automatiquement.

Familles	Maisons	Revenus du travail	Loyers	Revenus nets	Dépenses de consommation	Formation d'épargne
1	4	1000	+90	1 900	1300	600
2	1	1000	0	1000	800	200
3	0	1000	-300	700	630	70
4	0	1000	-300	700	660	40
5	0	1000	-300	700	690	10

Redistribution par la propriété immobilière

⁴ Rudolf Steiner : *L'exigence sociale fondamentale de notre temps* (GA 186), Dornach 1963, p.50.

⁵ Du même auteur : *Le traitement des sciences spirituelles des questions sociales et pédagogiques* (GA 192), Dornach 1991, p.163.

⁶ Voir Joachim Frick & Markus Grabka : « Inégalité accrue des fortunes en Allemagne » dans Rapport hebdomadaire de la DIW Berlin 4/2009, p.60. D'après cela en 2007, 36,3 % des Allemands vivaient dans leurs propres murs et 11, 4% disposaient par dessus le marché d'autres biens immobiliers ;

Le « pfennig de Joseph »

Ce à quoi mènent des intérêts composés croissant de manière illimitée, peut être mis en évidence avec l'anecdote du « pfennig de Joseph ». Si en l'an zéro, lors de leur fuite en Égypte, Marie et Joseph eussent placé un pfennig, ou selon le cas un centime, à un taux d'intérêt de 4%, celui-ci eût produit en l'an 1750, par les intérêts et intérêts composés un montant d'argent dont la valeur équivaldrait à celle de notre globe en or.⁷ Rudolf Steiner renvoie à l'histoire du pfennig de Joseph dans une conférence donnée à la fin de 1916.⁸ Une telle multiplication du capital ne serait naturellement possible qu'à la charge de tous les autres êtres humains. Tous les genres d'intérêts composés mènent au cours de plus long laps de temps par la fonction exponentielle à une croissance du genre explosif qui ne peut pas être couverte par l'économie réelle. Tous les scientifiques et ingénieurs en sont immédiatement illuminés de compréhension — sauf la plupart des économistes.

Des fortunes en croissance exponentielle sont semblables à celle des infections bactériennes ou virales. Ces petits êtres vivants pas sympathiques du tout se mettent à croître exponentiellement en masse durant un certain temps. Lorsque leur quantité a franchi un certain seuil, éclate alors soudain comme maladie ce qui avait foisonné en étant à peine perceptible avant et nous nous alitons avec de la fièvre ou une grippe. Il en est de même dans le cas d'une croissance cancéreuse. Mais dans le cancer des groupes de cellules particulières se mettent à croître largement sans être remarqués, en silence, mais pourtant de manière exponentielle, avant que la maladie éclate ou devienne visible. Au moment où cela se produit, il est souvent trop tard. Considérée au plan économique, nous sommes devant une telle situation au plus tard depuis 2007. La multiplication irrépessible de l'argent et des fortunes, largement non remarquée et en silence depuis 1948, par un effet d'intérêts composés a atteint un telle masse — avec pour finir 540 milliards d'Euro par an — qu'elle en éclate à présent comme une maladie publique. Et nous constatons téanisés que notre organisme social est malade, gravement malade et remplis de formations cancéreuses.

Comment devint-on riches ?

Prenons un pédiatre de mérite qui a un revenu annuel de 100 000 €. Après impôt et frais de consommation, il peut épargner 25 000 € par an. Sans intérêt et intérêt composé, il pourrait de cette manière vivre, par ses mains et son esprit, au cours de 40 ans d'activité professionnelle et épargner un million d'Euro. Une fortune allant au-delà ne serait pas le produit de son travail, mais ne peut provenir que d'un revenu de rentier. Rudolf Steiner mentionne dans ce contexte l'histoire d'un escroc qui passe quelques années en prison et qui est riche lors de sa levée d'écrou. Car avant son incarcération, il avait acheté un bout de terrain qui fut entre temps déclaré constructible. Lorsqu'il sortit de prison, il vendit son terrain avec une forte plus value et en devint riche.⁹ L'exemple est censé démontré comment on peut devenir riche sans rien faire, voire même en étant un criminel.

Un autre exemple : Comment Bill Gates devint-il un des hommes les plus riches du monde ?

Essentiellement du fait qu'il rémunère les employés de son entreprises peut-être à 8 000 \$ par mois. Ceux-ci produisent une valeur économique, disons à 12 000 \$ par mois. La différence arrive dans la poche de Bill (et celles de ses copropriétaires de *Microsoft*), et pas dans celle de ses employés. Du côté des acheteurs, l'entreprise vend son *software* au prix, disons, de 400 \$. Les véritables coûts de production de ce *software* se montent encore peut-être à 250 \$. La différence que les clients paient « en trop » arrive pareillement dans les poches de Bill et de ses copropriétaires de *Microsoft*. *Toutes les grandes fortunes naissent de cette façon par un production-sans-travail, c'est-à-dire au moyen du paiement d'autres êtres humains au moyen de l'appropriation des résultats du travail d'autrui.* Dans ce contexte Rudolf Steiner renvoie au droit du travail existant : « D'où viennent donc les nuisances dans la vie sociale ? [...] De fait

⁷ Voir Margrit Kennedy : *Argent sans intérêt ni inflation*, Munich 1996, p.5. Les chiffres se rapportent à la valeur du Deutsch Mark de l'an 1996.

⁸ Voir la conférence du 31 décembre 1916 dans Rudolf Steiner : *Considérations d'histoire contemporaine (GA 173)*, Dornach 1978, p.349 : « Vous avez peut-être entendu parler de comment un pfennig, un centime, se fût multiplié s'il eût été placé avec un intérêt et intérêt composé à l'époque de la naissance du Christ ? Vous pouvez ainsi en mesurer ce qui est possible au cours des années de multiplication de la richesse. »

⁹ Du même auteur : *Idées sociales — Réalité sociale — Pratique sociale (GA 337a)*, Dornach 1999, pp.196 et suiv.

[...] nous ne remarquons pas comment nous vivons dans le mensonge de vie, comment sa part est enlevée au travailleur. [...] c'est-à-dire que nous le trompons, nous l'exploitons. »¹⁰

On peut exposer cette exploitation ou tromperie des employés à l'appui de l'exemple des chiffres du consortium d'automobile *Daimler AG* et supputer quel ordre de grandeur atteignent de tels processus d'appropriation par des personnes qui ne contribuent pas du tout à la création de valeur chez *Daimler*. Les plus de 250 000 employés du consortium *Daimler* ont une somme globale en salaires et primes de quelques 23 milliards d'Euro. Les gains et intérêts se montent à quelques 11 milliards d'Euro.¹¹ Si l'on faisait parvenir tous les gains et intérêts aux employés, on pourrait relever leurs salaires et primes annuels en moyenne de 54%.¹² Autrement exprimé : les employés ont reçu une déduction de salaire de 38%¹³ qui, au lieu d'affluer vers eux, revient dans la poche des propriétaires du capital, lesquels en partie ne savent même pas comment épeler le nom de la ville de *Daimler* : « *Sindelfingen* ». Aux employés on retire un tiers de leur salaire qui est redirigé en tant que revenu sans production vers les propriétaires internationaux de capital et bailleurs de fonds. Donc les impôts pour les riches mentionnés plus haut sont totalement et concrètement efficaces de sorte que tous payent aux riches, par les mains invisibles du marché.

On pourrait s'interroger, à partir d'une saine compréhension humaine : mais où s'en vont donc véritablement en grande partie ces 540 milliards d'Euro par an du revenu sans travail ? Si cela était vers les êtres humains non productifs, et donc vers tous ceux qui ne peuvent pas travailler : vers nos enfants, étudiants, personnes âgées ? Alors notre organisme social serait sain, l'argent circulerait comme le sang dans l'organisme. Mais environ un tiers des dépenses privées de consommation n'afflue pas à l'organisme, mais s'accumule plutôt chez les propriétaires de fortunes privées et font naître ainsi de ce fait des processus de maladie que nous verrons encore.

Répartition inégale et concentration de pouvoir

Au moyen des flux de redistribution dans la vie quotidienne la répartition inégale doit nécessairement se renforcer sans cesse au cours de laps de temps plus longs, telle une loi naturelle. Et c'est exactement ce que l'on peut pratiquement constater dans le monde entier : presque partout la redistribution inégale ainsi que le revenu comme les fortunes ne cessent de croître nettement depuis les années 1980. Ainsi à l'heure qu'il est, 8 êtres humains sont aussi riches que 3,5 milliards d'êtres humains ensemble., les plus riches représentent un pour cent de la population terrestre et sont aussi riches que les 99% restants.¹⁴ Cela a certaines répercussions économiques.

Si la répartition inégale augmente, la formation d'épargne chez les gens aisés aussi et avec cela l'offre en capital à déposer, car les gens aisés ont une quote-part d'épargne largement supérieure à celle des pauvres. Par exemple les deux propriétaires principaux de *BMW*, Stefan Quandt & Susanne Klatten reçoivent, par jour, quelques 3 millions d'Euro de dividendes sur leur compte de virement.¹⁵

On ne peut pas manger autant de *Schnitzel* [escalopes, *ndt*] et conduire autant d'autos non plus. Donc tous deux épargnent probablement extrêmement beaucoup. Par l'abondance en capital qui augmente, une pression s'exerce tendanciellement sur les intérêts. C'est justement ceci qui est apparu dans presque tous les pays de la Terre ces dernières décennies. Le capital était disponible en quantité énorme, les standards de crédit du côté des banques furent dramatiquement relâchés, comme le montrent de nombreux exemples et c'est ce que j'ai vécu moi-même dans mon temps de banquier d'investissement de 1995 à 2002.

Formation de bulles mondiales

Considérée dans le monde entier cette offre de capital, croissant de manière exponentielle durant ces quelques 40 dernières années, a conduit à une pression diminuant les intérêts. Des masses croissantes

¹⁰ Du même auteur : *L'aspect intérieur de l'énigme sociale (GA 193)*, Dornach 1989, p.82.

¹¹ *Daimler AG « compte rendu de gestion 2017*, p.238 et p.259 —

www.daimler.com/dokumente/investoren/berichte/geschaeftsbericht/daimler/daimler-ir-geschaeftsbericht-2017.pdf
¹² (34/23) x 100.

¹³ (1-23/34) x 100.

¹⁴ Voir le rapport d'*Oxfam* : *Un système économique pour tous* du 16 janvier 2017 —

www.oxfam.de/system/files/20170116-oxfam-factsheet-wirtschaftssystem-fuer-alle.pdf

¹⁵ Voir la nouvelle correspondante de *dpa* du 21 mars 2018 —

www.wiwo.de/unternehmen/industrie/bmw/grossaktionae-re-familie-quandt-verdient-drei-millionen-euro-pro-tag/21096274.html

de capital sont en quête de possibilités mondiales de dépôts rentables. Ceux-ci, surabondamment disponibles et se trouvant à « vagabonder », des moyens financiers ou selon le cas des capitaux ont mené à de grands investissements dans des dépôts en biens réels de toutes sortes dans le monde entier. Où est donc le problème ? Car des investissements ne sont-ils pas bons et prospères en nous permettant un plus haut standard de vie dans l'avenir ? Pas nécessairement. Prenez la construction de maisons : aussi longtemps que les gens n'ont pas de toit au-dessus de leur tête, la construction de nouvelles maisons est une bénédiction. Mais si tout le monde a déjà un logement ou une maison et que nous continuons d'en construire, alors cela devient une malédiction. C'est ce qu'on voit en Espagne, par exemple : les Espagnols ont construit beaucoup trop de maisons qu'ils avaient besoin durant de nombreuses années et s'enfoncent depuis 2007 dans une profonde dépression, parce que la totalité du secteur de la construction immobilière connaît un collapsus. L'économiste espagnol, José Garcia Montalvo, parlait par conséquent, en 2008, d'une « tumeur immobilière » en Espagne¹⁶ — une caractérisation très pertinente.

Investissements cancéreux

On peut faire trop bien et alors cela devient nuisible. Et c'est exactement ici que se trouve une cause primordiale principale des actuelles récusations financières et économiques globales. Les masses de capital en croissance mènent à des surinvestissements mondiaux à des intérêts super bas, à des investissements cancéreux en pratique de toutes sortes d'objets de dépôts : non seulement dans l'immobilier, mais aussi dans la partie entrepreneuriale, matières premières, produits alimentaires, et surtout en installations de production comme des machines, usines de production et aménagements d'infrastructures. Cela conduit nécessairement à une redistribution de revenu toujours plus inégale. Une paire de chiffres là-dessus provenant des USA : le PIB réel, donc l'économie réelle par tête de pipe aux USA, a augmenté de 100 à 186 dans les 40 dernières années, de 1978 à 2017, donc de 86%.¹⁷ Les revenus moyens se sont accrus dans le même temps, réellement selon des données gouvernementales officielles, seulement de 100 à 118.¹⁸ Les revenus moyens sont ces revenus que reçoivent exactement dans le milieu social, lorsque 50% de la population gagnent plus et 50 % gagnent moins. Cela pose la question : Qui a mangé la totalité des *burgers* ? Qui a acheté beaucoup d'autos, d'écrans de télé, de réfrigérateurs, qui furent produits, et véritablement avec quel argent, surtout si les revenus en masse n'ont augmenté que de quelques 18%, alors que l'offre de production atteignait quant à elle les 86% ? Car une production de masse est possible dans une société industrielle s'il y a une demande massive se tenant à disposition, et une demande massive n'est possible à la longue que si des revenus existent en masse. Les revenus massifs sous forme de revenus moyens ont cependant beaucoup moins augmenté que la production.

La réponse est simple : cela fut acheté par des crédits. Les gens sont allés faire leur *shopping* sans avoir véritablement l'argent pour cela. Dans les nations industrialisées l'endettement réel des ménages privés, nettoyé de l'inflation, a été multiplié par 6 entre 1980 et 2010.¹⁹ Probablement plus de 100 millions de famille dans le monde entier (comme dans quelques pays) vécurent nettement au-dessus de leurs moyens ces 40 dernières années, dépensèrent plus que ce qu'elles gagnaient et financèrent cela par le crédit. Dans le graphique ci-dessous, c'est véritablement donc sur le long terme seule la courbe inférieure a été possible retraçant la croissance économique durable.

Ainsi donc naquit une croissance économique édifiée à crédit, et donc sur du sable, à la hauteur de la flèche rouge indiquée sur la figure ci-dessous, symbolisant celle-ci le « retour à une progression de croissance durable ». La grandeur de cette flèche est indiquée par les chiffres donnés aux USA : la demande massive de 118 se trouve en face de la capacité de production de 186. Si l'on divise 118 par 186, on obtient 0,63. C'est-à-dire que pour satisfaire cette demande massive, une capacité de production

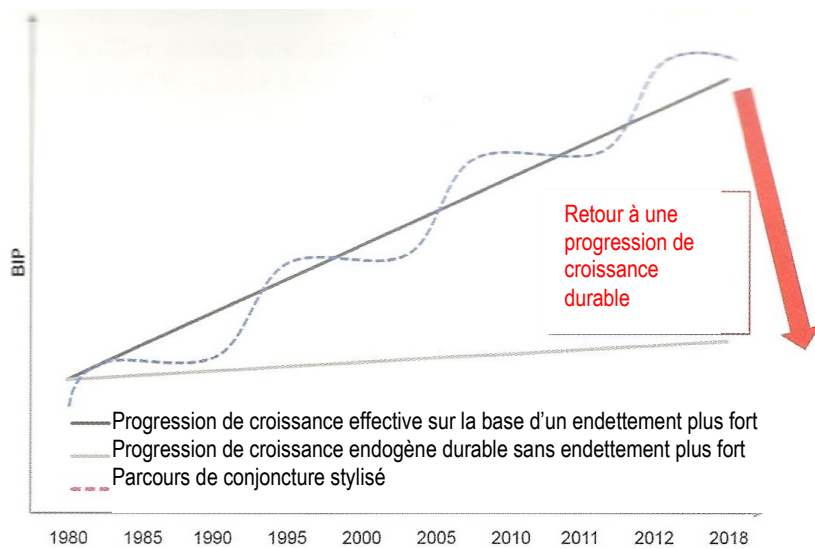
¹⁶ Detlef Gürtler : *Crise de subprime : le crash immobilier menace l'Espagne* —

www.welt.de/wirtschaft/article1866056/Spainien-droht-der-Immobilien-Crash

¹⁷ Voir <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.KD?locations=US>

¹⁸ Voir le compte rendu du 12 septembre 2018 de l'US Census Bureau : *Income and poverty in the United States : 2017* — www.census.gov/content/census/en/library/publications/2018/demo/p60-263.html

¹⁹ David Rhodes & Daniel Stelter : *Collateral Dammage : Back to Mesopotamia ? — The Looming Threat of Debt Restructuring [Dommage collatéral : retour en Mésopotamie— La menace dangereuse d'une restructuration de la dette]*. The Boston Consulting Group, septembre 2011, p.3 — <https://www.bcg.com/documents/file87307.pdf>



de 63% eût été suffisante. Il y a donc bien trop de capacité. Ou bien exprimé autrement : une énorme lacune de demande a été édifiée, qui se trouve devant un apurement nécessaire. Si nous présumons des chiffres analogues à ceux des USA pour le reste des pays industrialisés, cela veut dire que nous n'avons pas besoin de 2 sur 5 installations de production, hôtels, restaurants et autres et nous devons les mettre au

chômage dans les années qui viennent ! Quel genre de chômage et d'évolutions sociales cela entraîne, on ne peut que le deviner. Rudolf Steiner renvoie à ces circonstances économiques en 1914, avec des paroles insistantes : « On produit donc aujourd'hui pour le marché sans égard à la consommation [...] et ensuite on attend de savoir combien en a été acheté. Cette tendance ne fera que grandir, jusque ce qu'elle [...] s'annihile en elle-même. Il en résulte de ce fait [...] dans le contexte social des êtres humains sur la Terre, la même chose que ce qui naît alors dans un organisme, lorsqu'un carcinome prend naissance. C'est exactement la même chose, une formation cancéreuse, un carcinome culturel ! »²⁰ Dans les conférences qui suivirent, il revint très fréquemment là-dessus et n'eut de cesse de souligner qu'un apurement économique de son temps — comme aujourd'hui — était inévitable et est toujours inéluctable.

Qu'est-il donc arrivé dans l'économie ces 30, 40 dernières années ? Eh bien nous voyons des croissances cancéreuses exactement comme celles que Steiner décrit en 1914. Les gigantesques revenus sans travail qui sont canalisés vers les quelques-uns qui sont dans l'aisance et qui ne peuvent même pas dépenser leur excès d'argent, mais cherchent plutôt

De nouvelles possibilités d'investissement pour leurs produits et prestations de services dont plus personne n'a besoin, ou selon le cas ne peut plus produire. Malgré cela par le recours aux gigantesques dépenses publicitaires et le crédit, la consommation est chauffée à blanc. Mais ceci n'est pas une croissance saine, c'est une croissance cancéreuse qui mène à des maladies dans l'organisme social. Nous nous trouvons donc aujourd'hui, considéré au plan économique, face à une telle situation dangereuse comme celles de 1914 et 1929. Dans une conférence de mai 1919, Rudolf Steiner concrétisa ce processus de la manière suivante : « De la même façon que le sang ne peut s'endiguer dans un organisme sain, mais doit plutôt irriguer l'ensemble du corps vivant, en fécondant tout, de même le capital de l'avenir ne doit pas pouvoir s'accumuler en un endroit quelconque comme une propriété privée. »²¹

Les deux axiomes « intérêts composés » « croissance illimitée de fortune », qui ont été constamment prêchés dans les sciences économiques ne mènent donc pas seulement aux développements non-éthiques, égoïstes et asociaux, mais en plus ils sont incendiaires « par dessus le marché » [c'est bien le cas de le dire, *ndt*]. Ce genre de crise de surproductions, peut mener à une dépression économique, une guerre civile ou bien carrément à une guerre — des situations, dans lesquelles fréquemment la fin de l'humanité semble être venue, puisque ensuite l'absence de liberté, la contrainte et le désespoir gouvernent, comme l'histoire le montre malheureusement.

Die Drei 11/2018. (Traduction Daniel Kmiciek)

²⁰ Rudolf Steiner : *Vie intérieure de l'être humain et vie entre mort et nouvelle naissance* (GA 153), Dornach 1997, p.174.

²¹ Du même auteur : *Liberté idéale et forces sociales* (GA 333), Dornach 1985, p.23.